



Intervention du Réseau Belge de Lutte contre la Pauvreté (BAPN) et du  
Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP)  
dans le cadre des auditions concernant  
« La précarité menstruelle »

Conférence interministérielle droits des femmes

Vendredi 12 février 2021

Bonjour à toutes et tous,

Merci d'organiser cette audition sur la précarité menstruelle et de nous avoir invitées, en tant qu'associations de lutte contre la pauvreté, portant la parole des premières concernées.

### **1. Sécurité sociale et augmentation des revenus**

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous voudrions resituer très brièvement la précarité menstruelle dans un contexte plus large, qui rejoint les problématiques de l'accès à la contraception et aux visites gynécologiques. Ces différents aspects, intimement liés, doivent être pris en compte dans la sécurité sociale. A ce propos, plusieurs points nous paraissent fondamentaux :

- En tant qu'associations de lutte contre la pauvreté, nous soutenons que les nécessités matérielles périodiques soient gratuites, la contraception entièrement remboursée et que chaque femme ait accès à une visite gynécologique gratuite par an. Cet ensemble doit, au minimum, être rendu entièrement accessible et donc gratuit et sans prépaiement, pour les personnes bénéficiant du statut BIM, et à un prix plancher pour toutes les autres femmes.
- Nous recommandons également l'intégration de gynécologues dans les maisons médicales. Ces structures, qui fonctionnent majoritairement au forfait, favorisent en effet le recours aux soins médicaux des populations les plus précaires et permettent de diminuer le report de soins des femmes.
- Une plus grande collaboration avec les gynécologues est également nécessaire dans différents espaces d'accueil, qu'ils s'adressent aux personnes de la rue, aux sans-papiers, migrants en transit, mineurs étrangers non-accompagnés, centres ouverts ou fermés pour demandeurs d'asiles.

- Lorsque les femmes ont recours aux gynécologues dans le secteur privé, le tiers-payant doit être automatiquement appliqué. Cela devrait d'ailleurs être le cas pour toutes les spécialités médicales.
- Enfin, les plannings familiaux devraient être davantage soutenus et développés, en favorisant notamment l'accès aux personnes vivant en milieu rural.

Par ailleurs, bien que nous saluons le fait que cette question essentielle de la précarité menstruelle soit prise en compte par la Conférence interministérielle Droits de femmes, nous nous devons également de la resituer dans un contexte plus global : celui de la pauvreté, qui touche aujourd'hui particulièrement les femmes. Rappelons qu'en 2017 en Belgique, 70% des individus en situation de pauvreté individuelle étaient des femmes<sup>1</sup>.

Ainsi, plutôt que de considérer la précarité de façon fragmentée, en lui accolant toute une série d'adjectifs – on parle aujourd'hui de précarité menstruelle, alimentaire, énergétique, étudiante, etc. – et de multiplier les dispositifs curatifs, voire palliatifs, nous souhaitons rappeler les revendications fondamentales que nous portons, en faveur de politiques structurelles et préventives qui permettent de s'attaquer aux causes de la pauvreté. Ainsi, c'est avant tout en augmentant les revenus et allocations sociales au-dessus du seuil de pauvreté, en supprimant le statut cohabitant, en diminuant les conditionnalités d'accès aux droits, en garantissant l'entrée de toutes dans la sécurité sociale que la pauvreté des femmes se règlera.

## **2. Témoignage d'une témoin du vécu militante du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté**

Bonjour à toutes et tous,

Je suis Laetitia, une des témoins du vécu du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté et je viens vous partager le témoignage de l'une d'entre nous.

La précarité menstruelle qui, faut-il le rappeler, est mensuelle... un sujet dont on parle peu... Pourtant dans la réalité de beaucoup de femmes, elle prend une grande place dès la puberté et jusqu'à la ménopause... cela en fait un sacré nombre d'années, des centaines de mois !

Il est encore parfois tabou ou compliqué pour les jeunes filles et leurs familles de discuter des règles, d'hygiène féminine et de tout ce qui est en rapport avec les

---

<sup>1</sup> Statbel (2019), « Inégalités de revenus entre femmes et hommes et pauvreté individuelle », consulté à l'adresse suivante : [https://statbel.fgov.be/sites/default/files/files/documents/Analyse/FR/7\\_FR\\_ongelijkheid\\_web\\_v3.pdf](https://statbel.fgov.be/sites/default/files/files/documents/Analyse/FR/7_FR_ongelijkheid_web_v3.pdf)

soins, la santé ... C'est d'autant plus difficile quand le sujet est une cause de dépense considérable et ressenti comme une mise en difficulté financière de plus ...

Pourtant, pouvoir discuter avec sa jeune fille des règles, de l'hygiène féminine est tout aussi important que de parler d'éducation sexuelle ou de contraception. Je me souviens de cette période de changement à l'arrivée de mes règles, j'ai eu une petite explication maternelle et une explication sur les tampons et les serviettes...

Rien de plus normal pourrait-on dire sauf que ma mère m'a de suite demandé de faire attention quand même à ne « pas trop gaspiller », à ne changer que si vraiment « nécessaire » ...Et ça vu le prix des serviettes et tampons et surtout vu les revenus de ma famille qui étaient très faibles.

Pas évident d'apprendre à bien s'occuper de soi à 13 ans avec comme frein la limite financière... Je me souviens de quelques petits accidents dus à cela, à l'impossibilité de changer de protection à l'école, la honte totale ...

Oser demander à l'infirmière de l'école n'a pas été la chose à laquelle j'aurais pensé à l'époque... parce que c'est compliqué de faire une telle demande et aussi pour ne pas avoir à dire le pourquoi je n'avais pas de protection de rechange... Cela aurait été la honte... Déjà qu'il y a eu des petits moments de grande solitude, à se cacher dans un coin de peur des odeurs, ou de taches...

De mes 14 ans à mes 18 ans, j'étais en institution, placée par le SAJ. ...Et comme pour de nombreuses autres choses comme par exemple l'accès aux vacances, aux activités extrascolaires, ce placement a été un facilitateur d'accès aux protections hygiéniques et aussi aux soins gynécologiques ... Cela a été beaucoup plus facile de pouvoir gérer cela en ayant la possibilité d'avoir ce dont j'avais besoin pour me changer, de ne plus devoir faire attention à ma consommation de protections hygiéniques...

Avec le recul, c'est quand même paradoxal que ce qui facilite l'accès à des choses aussi essentielles m'ait uniquement été permis de par mon placement. Toutes les familles devraient pouvoir avoir des revenus suffisants pour que de telles dépenses ne deviennent pas une difficulté de plus dans la gestion du budget.

Toutes les jeunes filles, et les moins jeunes aussi, devraient pouvoir avoir accès à ce bien là, car il est primordial afin d'être plus sereines pendant ces quelques jours déjà pas très agréables.

Hélas, peu de choses sont mises en place concrètement. Au sein des écoles il serait pourtant intéressant d'avoir un temps de discussion et de prévention à ce sujet, suivi de possibilités réelles et inconditionnelles d'accès gratuit aux protections... Et cela

sans crainte de jugement ou de justification à donner, ces choses qui rendent vraiment mal à l'aise et sont un frein aux demandes.

Il y a plein d'endroits tels que les écoles, les plannings familiaux, les maisons médicales, les associations de proximité, les quartiers... des lieux faciles d'accès et discrets qui pourraient devenir des endroits facilitateurs d'accès à ce bien d'importance.

J'ai découvert qu'il existe une initiative qui récolte et redistribue des protections hygiéniques. Bru'zelle ? C'est une excellente chose, car ce genre de don est rarement présent pour les bénéficiaires d'aides alimentaires ou autres. Mais de telles initiatives n'existent pas partout et dépendent de la bonne volonté de personnes qui donnent, qui organisent la distribution... C'est l'État qui devrait veiller à ce que chaque fille, femme puisse avoir accès à des protections hygiéniques en suffisance.

Il y a beaucoup de situations familiales où la précarité, la pauvreté est présente et dans lesquelles, c'est une obligation de calculer chaque centime. Les protections étant une dépense importante, cela nous impose de parfois devoir acheter les produits les moins chers, même si ce ne sont pas ceux qui nous conviennent le mieux ou que leur qualité laisse à désirer.

Nous n'avons pourtant pas le choix que de faire cette dépense pour ces produits primordiaux ... mais leur acquisition reste un gros souci pour pas mal de ménages, de familles.

A la puberté de ma fille, j'ai bien vu la différence de budget à devoir tout acheter en double... Le plus difficile, ça a été les discussions sur les marques, les prix etc., car j'achetais pour moi les produits blancs, et ma fille aurait préféré se fier aux marques connues dont la télévision la berce de publicités... Elle se posait des questions sur la qualité, sur ce qu'elle avait lu du risque de maladies à cause de certains produits bon marché. En tant que maman, ça m'inquiétait tout cela.

Alors, nous avons fini par modifier le budget, rogner encore sur d'autres postes de dépense pour la laisser choisir elle-même ce dont elle a besoin, mais qui en fin de compte est quand même de l'essentiel. Ce n'est pas un luxe. Est-il normal de devoir encore plus rogner sur un budget qui est déjà tout juste et où tout est déjà calculé ?

Ici, c'était encore possible en se privant d'autres choses, mais parfois ce n'est plus possible...et puis c'est dur de toujours se priver...alors qu'on est face à une dépense incontournable...qui a trait à la santé...

En plus, il n'est pas possible de choisir, quand on a peu de moyens, si on se sert de protections jetables ou lavables. Même si on voudrait avoir ce choix aussi. Les coûts et la réalité de la vie de nombreuses familles font que le « jetable bon marché » est la seule possibilité...

Que faire pour que cela change ? ... Car cela doit changer maintenant... pour toutes les femmes... Merci pour votre écoute !

### **3. Quelques constats sur la précarité menstruelle**

Nous avons préparé cette audition dans le cadre de notre dynamique participative notamment avec les témoins du vécu du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté. Quelques constats ressortent de nos échanges et de leurs témoignages.

#### **- Le coût :**

Premièrement, c'est évidemment le coût élevé des protections menstruelles qui a été soulevé. Il représente une charge considérable dans le budget des familles qui vivent dans le trop peu de tout. « *Quand on est une famille avec beaucoup de filles, c'est un fameux budget* ». Les femmes qui, pour des raisons financières, n'ont pas accès à des protections menstruelles de qualité, subissent ainsi « *une discrimination de plus, qui s'ajoute à toutes celles que les femmes vivent déjà. Ça met une charge en plus qui ne devrait pas être, car cela fait partie de l'existence* ».

Le manque d'accès aux protection hygiéniques oblige les femmes à se tourner vers des protections de fortune, avec « les moyens du bord » (comme par exemple en enroulant du papier WC, de l'essuie-tout ou avec de l'ouate) et donc dangereuses pour la santé. Ayant un petit budget, d'autres ont accès à des protections, mais en nombre insuffisant, avec des risques similaires d'infections, de choc toxique, de démangeaisons, de septicémie.

A cela, il faut ajouter l'impact psychologique : la gêne, la honte mais aussi le stress de faire face à une protection inopérante, à une fuite, qui représente « *une hantise* » pour de nombreuses femmes. La précarité menstruelle influence donc également la confiance et l'estime de soi.

Les gammes de prix sont également très variables selon la qualité : « *si tu veux un peu de confort, tu dois mettre le prix. Si tu achètes les protections pas chères, c'est pareil que d'enrouler du papier toilette* » ! L'achat contraint de produits aux prix les plus bas s'accompagne de craintes et d'un sentiment de culpabilité pour les mères : « *avec les produits à bas prix, on voit qu'il y a eu des soucis de santé. Mais vu que le prix joue, c'est compliqué* ». Les filles qui connaissent les difficultés financières de leur famille n'osent pas toujours demander l'argent pour acheter des protections.

Ayant vécu les règles comme « *une punition* » dans sa jeunesse, une maman monoparentale a tout mis en place pour que ses filles, une fois adolescentes, vivent cette période de la façon la plus apaisée possible. Elle raconte : « *J'avais tellement peur qu'elles n'aient pas ce qu'il faut qu'au début du mois, c'était toujours mon*

*premier achat. Ma fille voulait des petites serviettes colorées, avec des dessins, des boîtes pour les transporter, et je lui prenais pour lui faire plaisir et lui montrer que c'était normal. Mais c'était très cher ! ».*

Nous présenterons, dans la suite de cette intervention, une proposition visant à mettre en place une distribution gratuite de protections hygiéniques, dans différents lieux et de façon constructive, afin de répondre à cette problématique. Avant cela, revenons sur plusieurs autres facettes de cette précarité menstruelle et quelques pistes complémentaires d'action.

#### **- Les protections écologiques et naturelles**

Les femmes que nous avons consultées, et qui vivent l'appauvrissement, la pauvreté, la pauvreté durable, se soucient de leur santé, tout comme de l'écologie et plusieurs d'entre elles souhaitent ainsi se tourner vers des protections menstruelles plus écologiques et naturelles, telles que les serviettes ou culottes lavables ou les coupelles menstruelles. Ces femmes souhaitent participer à la transition écologique, mais en sont largement exclues, à cause du coût et de la difficulté d'ajouter toute dépense supplémentaire dans un budget déjà extrêmement serré. Une maman raconte par exemple : « *Ma fille a dû attendre son anniversaire pour avoir les serviettes lavables* ».

Ces protections écologiques et naturelles pourraient être rendues plus abordables, à travers un remboursement ou une mise à disposition par les organismes de sécurité sociale (comme le fait, par exemple, la mutualité des étudiants aux Pays-Bas ou plus récemment la mutualité libérale en Flandre, en ce qui concerne les coupes menstruelles).

Cependant, mêmes si elles étaient rendues plus accessibles, ces protections ne seraient pas adaptées à toutes les femmes, puisqu'elles doivent être régulièrement lavées et impliquent donc un accès à des infrastructures sanitaires et de nettoyage, ce qui n'est pas une réalité pour toutes les femmes vivant la pauvreté.

#### **- L'accès aux sanitaires**

Cela nous renvoie d'ailleurs à la question cruciale de l'accès aux toilettes et sanitaires, en particulier pour les femmes de la rue. Cela est d'autant plus visible et compliqué, à l'heure actuelle avec la fermeture de nombreux lieux publics due à la crise sanitaire. Les rares toilettes accessibles sont payantes. Or, le manque d'accès à ces sanitaires peut avoir de lourdes conséquences sur la santé des femmes tant au moment des menstruations qu'en dehors de cette période.

#### **- Les tabous et la stigmatisation**

Les témoins du vécu ont fortement insisté sur les tabous et la stigmatisation qui entourent toujours à l'heure actuelle les menstruations des femmes. Lesquelles d'entre nous n'ont pas déjà été confrontées à une remarque désobligeante : « *t'es grognon, t'as tes règles ?* ».

Comme nous l'a littéralement dit une des témoins du vécu/militante: « *les règles m'ont exclue* ». Elle a eu ses premières règles à l'âge de 10 ans : « *Dans la classe, on était deux à avoir nos règles plus tôt, et on avait toutes les deux des origines étrangères. On a été étiquetées. C'est pour ça que j'ai ressenti cela comme quelque chose de sale. Finalement, on a fait 'le clan des sales'* ».

Le travail de sensibilisation et d'éducation, notamment à travers les activités des plannings familiaux et associations dans les écoles, est important et devrait être renforcé. Ce point devrait aussi figurer dans le programme de formation des enseignants, afin de les sensibiliser.

#### **- Les règles douloureuses**

Il faut également rappeler que toutes les femmes ne vivent pas les menstruations de la même façon. Pour certaines, cette période peut être particulièrement douloureuse, avec des flux menstruels et des cycles variables, s'accompagner d'un mal-être, voire d'une réelle incapacité à vivre normalement : « *Certaines femmes ont plus de douleurs que d'autres. Or, les personnes sont très peu informées là-dessus et certains ne s'imaginent pas à quel point ça peut être difficile* ». Ces adolescentes et femmes sont régulièrement confrontées à des attitudes stigmatisantes : « *Lorsque les menstruations sont vécues douloureusement et amènent à devoir prendre congé, ça peut porter préjudice à la femme, au niveau du regard que vont porter le patron, la direction de l'école, les enseignants, collègues etc.* ».

Même s'il est essentiel de traiter cette problématique de nonaccès au matériel de protection, la précarité menstruelle va au-delà de ces aspects. La question de l'accès aux visites gynécologiques, qui doivent permettre une prise au sérieux des douleurs et un diagnostic correct ainsi que l'accès aux traitements est pour les femmes indissociable : « *Parfois, t'es obligée, pour continuer à rester debout et à travailler, de prendre des médicaments. Ce n'est pas parce qu'on a accès à des serviettes qu'on n'a pas mal au ventre. Il faut aussi avoir accès à des soins qui tournent autour de la menstruation, à l'information vis-à-vis des médicaments, et à ces antidouleurs* ».

#### **- Les publics particulièrement vulnérables**

Enfin, la situation particulièrement vulnérable de plusieurs types de public a été mise en évidence. Si le lien entre précarité étudiante et précarité menstruelle est, à juste titre, fortement mis en évidence et médiatisé, il ne doit pas occulter la situation d'autres femmes, d'autres filles dont on parle moins, voire pas du tout. Elles doivent,

au contraire, être explicitement prises en considération dans les solutions qui seront mises en œuvre vis-à-vis de la précarité menstruelle. Nous pensons notamment :

- Aux femmes séjournant en institution, et plus particulièrement aux femmes détenues en prison. L'accès aux protections hygiéniques est en effet parfois conditionnalisé, source de chantage et d'humiliation de la part de certaines gardiennes, selon des témoignages. L'accès aux protections a un coût, dans un contexte où le choix des dépenses est très restreint.
- Aux femmes et aux jeunes filles vivant dans des ménages où elles subissent des maltraitances, de la violence et des abus sexuels. Dans ces familles, la thématique des règles est évidemment extrêmement complexe à aborder et peut faire l'objet de nouvelles intrusions dans l'intimité, de chantage, devenir une manière d'humilier la femme, la jeune fille.
- Aux jeunes adolescentes qui vivent dans des familles où la parole n'est pas libre vis-à-vis de ce sujet, y compris avec leur mère ou leur(s) sœur(s). Le sujet des menstruations reste encore très tabou dans certaines cultures familiales belges ou étrangères.
- Aux personnes trans-identitaires et non-binaires, qui sont fréquemment dans des situations de grande précarité. Celles-ci sont en effet dans des situations très complexes, souvent exclues de leur famille et de la société. Le tabou qui entoure les règles à l'heure actuelle est fréquemment accentué par ces modifications d'identité. Il serait ainsi intéressant de prendre spécifiquement en compte leurs voix à travers des associations qui les représentent.

#### **4. Nos recommandations :**

Comme nous l'avons signalé ci-dessus, le coût et l'accès à des protections hygiéniques est une des facettes importantes de la précarité menstruelle même si elle ne se limite pas à cet aspect.

Dans ce cadre, nos recommandations sont :

- Du matériel de protection mis à disposition **gratuitement** ;
- Un matériel **de qualité**, c'est-à-dire qu'il doit garantir le confort de l'utilisatrice et présenter le moins de risques possibles pour sa santé ;
- **Une mise à disposition en confiance et sans conditions.** En effet, s'il est possible que 5 à 10% des femmes « qui n'en ont pas besoin » en abusent, 90 à 95% des autres en ont absolument besoin... tant du matériel que de la confiance ! Comme le soulignait une participante de notre groupe de travail participatif, « *cela devrait être gratuit et sans conditions, parce qu'on ne devrait pas être jugées là-dessus. Il ne faudrait pas être confrontées à des commentaires du type 'comment tu gères ton argent ? Tu ne sais même pas te payer tes serviettes ?' ».*
- Une organisation et un financement par le Service public, via les services publics, parapublics et l'associatif subventionné par les pouvoirs publics. La

sortie de la pauvreté menstruelle ne peut être abandonnée à la bonne volonté charitable de citoyen.n.es car l'équité doit prévaloir, et donc la certitude de rencontrer toutes les femmes dans la nécessité !

- Une facilité d'accessibilité des systèmes de distribution, en n'imposant pas de s'expliquer, de s'ouvrir sur cette question privée et intime, qui n'est pas encore libre de parole chez toutes les femmes et dans tous les milieux. Des **distributeurs automatiques**, par exemple, permettraient de dépasser le tabou, et parfois la honte, qui entourent encore la question des menstruations. Cependant, il est également intéressant d'offrir la **distribution de main en main** dans certains services ad hoc, afin de permettre à la femme demanderesse, si elle le souhaite, de parler de sa vie de femme ou de poser des questions. Cela pourrait conduire à une orientation vers des services appropriés (services gynécologiques, plannings familiaux, ...).
- Un **document court, simple, bienveillant, en plusieurs langues et visuel**, qui informe sur les lieux possibles de contacts, ou renvoie, par exemple, vers un **numéro vert de conseil gynécologique gratuit**, pourrait automatiquement être joint au matériel distribué. Ce numéro vert pourrait faire le lien avec des services quand cela est nécessaire, comme par exemple les services gynécologiques et plannings familiaux, mais également des services de prise en charge de la violence conjugale, de la maltraitance et des abus sexuels. L'idée d'un numéro vert gynécologique qui accompagnerait la distribution serait donc de nature à augmenter la protection des femmes en terme de santé, mais également de violence.
- **Des lieux de distribution diversifiés** – à travers donc, des distributeurs automatiques et/ou une distribution de main en main – bien identifiés et avec des partenariats différents. Il est important que ceux-ci soient diversifiés, pour qu'ils puissent toucher le plus grand nombre possible de femmes confrontées à la précarité menstruelle, dans les lieux qu'elles ont déjà l'habitude de fréquenter. Nous pensons ainsi aux espaces suivants :
  - Dans les centres de planning familial, les maisons médicales, les salles d'attente des hôpitaux, médecins généralistes et gynécologues... soit des lieux qui sont en lien avec la santé des femmes.
  - Dans les écoles d'enseignement secondaire, supérieur et universitaire, en n'oubliant pas l'enseignement spécialisé ainsi que l'enseignement de promotion sociale.
  - Dans le secteur de l'aide à la jeunesse et de la jeunesse, c'est-à-dire au sein des AMO, maisons de jeunes, internats, auberges de jeunesse, mais aussi à travers les mouvements de jeunesse.
  - Dans des lieux plus communs, pour les femmes qui ne se rendent pas dans ces lieux plus spécifiques : les bureaux de poste, les salles d'attente des bureaux mutuellistes, les maisons de quartier, les services d'insertion sociale (SIS), les centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP), et leurs équivalents à Bruxelles et en Flandre.

- Enfin, dans les lieux spécifiques qui accueillent des femmes sans-abris, en migration et en exil, tels que les relais sociaux, abris de jour et de nuit, restaurants sociaux et services d'aide alimentaire, etc.
- Sans oublier les femmes qui séjournent en institution : avec notamment les prisons, établissements de défense sociale, dans le secteur psychiatrique et pédopsychiatrique.

Il est fondamental de **diversifier les lieux**. En effet, beaucoup de femmes vivent la pauvreté tout en ayant un chez elles, et dans cette pauvreté, elles sont souvent soumises à une auto-privation, par sécurité ou pour faire vivre les autres membres de la famille. Entendre des femmes avoir des problèmes sérieux par remplacement trop peu fréquent de protection, ou vivant des hémorragies alors qu'elles ne peuvent disposer de ce qu'il faut et donc ne plus sortir de chez elles pendant ce temps, n'est pas rare. C'est le cas, notamment, dans les familles monoparentales, mais également, dans certaines circonstances, pour des femmes en couple. Si la vie dans la rue est évidemment le pire pour une femme, la pauvreté derrière des murs peut l'être tout autant. Il faut donc pouvoir les atteindre aussi.

Il faut aussi travailler sur **une image et une communication qui ne soit ni intempestive, ni invisibilisante**. Elle doit permettre d'identifier l'offre et les points de distributions en « banalisant positivement » la réalité des menstruations, sans pour autant verser dans une audace féministe à laquelle toutes les femmes ne peuvent s'identifier pour des raisons culturelles diverses liées à leur culture d'origine, leur place de femme dans la vie familiale, à leur tradition, etc.

Le féminisme, et la lutte féministe, très heureusement présents médiatiquement, ne doivent pas laisser penser que toutes les femmes sont à égalité, osent ou ont le droit de parler ouvertement de leur réalité féminine intime. Une communication et une image trop « audacieuse » pourrait empêcher la création du lien et l'atteinte d'une partie des personnes visées.

Pour terminer, soulignons que cette distribution, accompagnée d'une information et d'une possibilité – non contrainte – de reprise de lien avec des services d'accompagnement et de santé aurait un double caractère : premièrement, **curatif**, puisqu'il permettrait de fournir le matériel aujourd'hui encore inaccessible ou présent en trop petite quantité et/ou qualité pour les femmes qui font face à la précarité menstruelle ; mais également **préventif**, puisqu'elle permettrait l'orientation vers d'autres services ainsi que la « normalisation » ou banalisation des menstruations, montrant qu'il est normal d'en parler et de disposer de solutions.

Si la question de la priorisation des distributions venait à se poser, il pourrait être envisagé de débiter par les régions confrontées aux taux de pauvreté les plus élevés et aux grandes villes, ainsi que les lieux qui ont en charge le sans-abrisme et

l'accueil des migrants, puis progressivement élargir le périmètre d'action pour atteindre toutes les femmes et jeunes filles vulnérables.

Rappelons enfin, que, du point de vue des Réseaux de lutte contre la pauvreté, ces initiatives, pourraient être des **solutions immédiates** pour les femmes vivant la précarité menstruelle, mais elles doivent s'assortir d'urgence à la mise en place de **politiques structurelles de lutte contre la pauvreté** qui augmentent les revenus et les allocations sociales au-dessus du seuil de pauvreté, qui favorisent l'intégration des toutes et tous dans les systèmes de sécurité sociale, qui garantissent l'accessibilité aux soins médicaux, y compris gynécologiques, pour toute personne qui en a besoin et qui permettent l'accès aux droits pour toutes et tous

Merci de votre attention

**Contacts :**

Caroline Van der Hoeven, coordinatrice de BAPN : [caroline.vanderhoeven@bapn.be](mailto:caroline.vanderhoeven@bapn.be)

Céline Deville, chargée de mission au RWLP : [c.deville@rwlp.be](mailto:c.deville@rwlp.be)